Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Grece-l-offensive-du-capital

Grèce : l'offensive du capital

- Internationale - internationalisme et guerre sociale -

Date de mise en ligne : dimanche 28 février 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Lu sur le blog et traduction de Danielle Bleitrach

À la mi-janvier, le Premier ministre grec, Giorgios Papandreou, a présenté à la Commission européenne à Bruxelles son « plan de redressement » sous le prétexte que le budget de l'Etat en 2009 a dépassé les 12,7 pour cent du Produit intérieur brut (PIB). Grâce à cette initiative, le PASOK (parti social-démocrate) a enterré les promesses électorales qui lui avaient permis d'accéder au pouvoir, à Athènes, en octobre 2009. Or la Grèce n'est pas un cas unique. Presque tous les gouvernements de l'UE, pour résoudre la crise financière de 2009, n'ont pas trouvé de meilleure solution que de transformer les caisses de l'Etat en une bourse au service des monopoles et des banques contaminées par la spéculation financière.

20 des pays de l'UE sur 27 en 2009 ont montré un déficit qui a dépassé les 3% du PIB comme norme fixée arbitrairement par Maastricht. Dans le passé déjà cette norme n'avait pas été observée à plusieurs reprises par la France et l'Allemagne. Actuellement, le déficit de l'Irlande est de 12,5%, celui de la Grande-Bretagne de 12,1%, de l'Espagne 11,1%, du Portugal de 9,3%, de la France 7,9%, etc.
On peut donc conclure que le bruit sur la situation financière de la Grèce vise à justifier davantage une offensive plus générale du grand capital contre les droits des travailleurs pour soutirer le peu qui reste aux salariés appauvris et pour les forcer à payer les aléas de l'économie du casino.

Le catalogue des horreurs que le premier ministre du PASOK, le frère jumeau de Sócrates (premier ministre socialiste portugais), vient de présenter rendrait nerveux les esprits les plus sereins. Augmentation de la TVA sur différents produits, comme le carburant, qui a déjà suscité une marche de protestation des chauffeurs de taxis. La diminution des salaires du secteur public de 10%. Relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans. Extension du développement du travail précaire et liberté plus grande encore pour licencier. Extension des bas salaires à des secteurs de plus en plus vastes et poursuite de la privatisation des biens et services publics.

Ceux qui ont célébré l'intégration européenne, le traité de Maastricht, la monnaie unique, la Banque centrale européenne et le traité de Lisbonne ne s'étendent pas bien entendu sur les conséquences que cela a eu pour la majorité écrasante de la population et sur l'élite de privilégiés qui bénéficieraient de la soi-disant 'libre concurrence'. Ils n'ont pas expliqué que l'objectif de l'Union européenne a été d'établir la loi de la jungle, où les plus grands et forts dévorent les petits et faibles.
Mais comme la réaction des travailleurs grecs et du mouvement syndical - comme aussi au Portugal, en France, en Allemagne et dans d'autres pays - ne s'est pas fait attendre, on a commencé immédiatement à lancer des menaces et à spéculer sur le meilleur moyen de contraindre le peuple et les travailleurs grecs à « changer de mentalité ».

Un député allemand du groupe libéral du Parlement européen, Jorgo Chatzimarkakis (FDP), a avancé, dans un débat télévisé (Phönix Runde, 10/02/2010), que le Conseil des colonels qui a dirigé la dictature militaire en Grèce entre 1967 et 1974 est un exemple montrant qu'il est possible de faire accepter les mesures proposées par le gouvernement du PASOK et soutenue par Bruxelles. Méfiez-vous : des admirateurs des régimes fascistes des années 60 et 70 se présentent sous l'étiquette 'libérale' au Parlement européen. La lutte et la résistance sont le plus sûr moyen de faire échec à l'assaut de ceux qui ont vendu l'économie portugaise à l'étranger et cherchent par tous les moyens de liquider les sentiments démocratiques et patriotiques de la population et des travailleurs portugais.

Ruiz Paz

http://www.avante.pt/noticia.asp?id=32512&area=24

Les communistes anglais ont fait paraître dans le Morning Star du 18 février 2010 l'article suivant qui va dans le

Copyright © Le Vénissian

même sens :

Le président de l'UE veut imposer une réduction des dépenses sociales aux Etats membres

Selon le président de l'UE, dans un rapport distribué aux gouvernements la semaine dernière, la crise grecque doit servir de pédagogie pour les autres Etats-membres : Herman Van Rompuy réclame un nouveau mode de gestion de l'UE établi sur une plus forte "gouvernance économique".

Bruxelles aurait ainsi un plus grand contrôle sur la manière dont les Etats-membres gèrent leurs économies nationales, avec le pouvoir d'imposer des coupes dans les dépenses sociales et de s'attaquer à la législation protégeant les droits des travailleurs, allant bien au-delà de sa compétence actuelle des budgets.
Dans le rapport, qui a été obtenu par les médias mercredi, M.Van Rompuy affirme que les Etats-membres ne peuvent plus se permettre d'avoir un système de retraites géré par l'Etat ou d'assurer une couverture médicale universelle.

Il a suggéré, et cela ne présage rien de bon, qu'une fenêtre pour « des réformes majeures » a été ouverte par la crise de la dette Grecque, qui a ébranlé l'UE et a démontré les limites du pouvoir de l'UE, dans sa capacité à coordonner les dépenses publiques des 16 Etats partageant la même monnaie.

Le très controversé Traité de Lisbonne qui est entré en vigueur en décembre dernier a consolidé l'UE comme un bloc économique et politique engagé dans la poursuite de politiques néo-libérales.

Article du Morning Star, quotidien du PC de Grande-Bretagne, le 18 février
Traduit par MA pour :
http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net

Copyright © Le Vénissian